



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES
GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Woensdag

25-03-2015

Namiddag

Mercredi

25-03-2015

Après-midi

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
MR	Mouvement réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
cdH	centre démocrate Humaniste
VB	Vlaams Belang
FDF	Fédéralistes démocrates francophones
PTB-GO!	Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture!
PP	Parti Populaire

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		Abréviations dans la numérotation des publications :	
DOC 54 0000/000	Parlementair stuk van de 54 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 54 0000/000	Document parlementaire de la 54 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)	CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)
CRABV	Beknopt Verslag (witte kaft)	CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture blanche)
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)	CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
	(witte kaft)		(couverture blanche)
PLEN	Plenum	PLEN	Séance plénière
COM	Commissievergadering	COM	Réunion de commission
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)	MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Bestellingen :	Commandes :
Natieplein 2	Place de la Nation 2
1008 Brussel	1008 Bruxelles
Tel. : 02/ 549 81 60	Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be	www.lachambre.be
e-mail : publicaties@dekamer.be	e-mail : publications@lachambre.be

INHOUD

Vraag van de heer Éric Thiébaut aan de eerste minister over "het Centrum voor Cybersecurity België" (nr. 2481) 1
Sprekers: Éric Thiébaut, Charles Michel, eerste minister

Interpellatie van mevrouw Barbara Pas tot de eerste minister over "de uitvoering van het Lambermontakkoord betreffende de defederalisering van delen van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 23) 3
Sprekers: Barbara Pas, Charles Michel, eerste minister

Moties 5
 Vraag van mevrouw Barbara Pas aan de eerste minister over "de verplichting voor de leden van de koninklijke familie om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen" (nr. 2866) 6
Sprekers: Barbara Pas, Charles Michel, eerste minister

Vraag van de heer Emir Kir aan de eerste minister over "de bijeenkomst van de burgemeesters van Europese hoofdsteden en grootsteden ter voorbereiding op de COP 21" (nr. 3317) 8
Sprekers: Emir Kir, Charles Michel, eerste minister

Vraag van de heer Marco Van Hees aan de eerste minister over "de omvang van de begrotingscontrole ingevolge de cijfers van het monitoringcomité" (nr. 3243) 10
Sprekers: Marco Van Hees, Charles Michel, eerste minister

SOMMAIRE

Question de M. Éric Thiébaut au premier ministre sur "le Centre pour la Cybersécurité Belgique" (n° 2481) 1
Orateurs: Éric Thiébaut, Charles Michel, premier ministre

Interpellation de Mme Barbara Pas au premier ministre sur "l'exécution de l'accord du Lambermont à propos de la défédéralisation de certaines parties de la coopération au développement" (n° 23) 3
Orateurs: Barbara Pas, Charles Michel, premier ministre

Motions 5
 Question de Mme Barbara Pas au premier ministre sur "l'obligation imposée aux membres de la famille royale de déposer une liste des mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine" (n° 2866) 6
Orateurs: Barbara Pas, Charles Michel, premier ministre

Question de M. Emir Kir au premier ministre sur "la rencontre des maires des capitales et grandes villes européennes pour la COP 21" (n° 3317) 8
Orateurs: Emir Kir, Charles Michel, premier ministre

Question de M. Marco Van Hees au premier ministre sur "l'ampleur du contrôle budgétaire suite aux chiffres du comité de monitoring" (n° 3243) 10
Orateurs: Marco Van Hees, Charles Michel, premier ministre

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

van

du

WOENSDAG 25 MAART 2015

MERCREDI 25 MARS 2015

Namiddag

Après-midi

De vergadering wordt geopend om 16.07 uur en voorgezeten door de heer Brecht Vermeulen.
La séance est ouverte à 16.07 heures et présidée par M. Brecht Vermeulen.

De voorzitter: Collega's, opnieuw welkom in onze commissie.

We verwelkomen onze eerste minister, mijnheer Charles Michel. Hij zal een aantal mondelinge vragen van onze commissie beantwoorden.

01 Vraag van de heer Éric Thiébaut aan de eerste minister over "het Centrum voor Cybersecurity België" (nr. 2481)

01 Question de M. Éric Thiébaut au premier ministre sur "le Centre pour la Cybersécurité Belgique" (n° 2481)

01.01 Éric Thiébaut (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, voilà maintenant de nombreuses semaines que l'on parle de la mise en place du Centre belge de cybersécurité. Lors de votre dernière présentation devant cette commission, vous nous annoncez qu'en fait d'avancement de la mise en place, nous en étions à la phase de recrutement du personnel, alors que les locaux avaient déjà été choisis.

Le temps mis à faire fonctionner cet outil indispensable est inquiétant, et ce d'autant plus que, dans le même temps, il n'y a toujours, pour autant que nos informations soient exactes, que deux personnes en charge de l'analyse de la sécurité informatique au CERT. Ce chiffre est à comparer avec les trente spécialistes actifs en ce domaine dans l'administration luxembourgeoise ou avec les quatre-vingts des Pays Bas. Il est à noter que le Centre n'envisage pas de gonfler démesurément les ressources humaines dans le domaine, puisque vous nous avez annoncé l'embauche prochaine de dix personnes, dont seulement deux informaticiens.

C'était le 13 janvier dernier. Deux mois plus tard, il ne semble pas que les arrêtés délibérés en Conseil des ministres devant désigner le directeur et le directeur adjoint aient été pris.

Monsieur le premier ministre, où en est le recrutement de ces directeurs? Le recrutement du reste du personnel est-il suspendu à ces premières désignations? Si c'est le cas, à quel horizon pensez-vous enfin voir lancées les activités de ce Centre belge de cybersécurité?

01.01 Éric Thiébaut (PS): Ik maak me zorgen omdat het zo lang duurt om het Centrum voor Cybersecurity op te richten, te meer daar er naar verluidt momenteel slechts twee personen belast zijn met de analyse van de computerbeveiliging bij het federale cyber emergency team, het nationale onderzoeksnetwerk inzake cybercriminaliteit (CERT.be).

U kondigde twee maanden geleden aan dat er tien personen zouden worden gerecruit.

Wat is de stand van zaken met betrekking tot de aanwerving van de directeurs? Hangt de aanwerving van de overige personeelsleden af van de aanstelling van de directeurs? Wanneer zal het Centrum voor Cybersecurity België eindelijk operationeel zijn?

01.02 Charles Michel, premier ministre: Monsieur Thiébaud, il a certes fallu beaucoup de temps au gouvernement précédent – deux ans –, pour prendre l'arrêté qui installe le Centre. En quelques mois, nous avons publié l'arrêté royal qui ne l'avait pas été sous la précédente législature et nous avons immédiatement lancé les processus de recrutement.

Nous avons décidé de respecter l'objectivation au travers du Selor. Nous n'avons pas choisi de passer par le centre d'étude d'un parti politique pour recruter le directeur du Centre. Concrètement, le 21 janvier 2015, les profils de fonction du directeur et du directeur adjoint ont été déterminés avec le groupe de travail de coordination de la politique.

Ensuite, le 23 janvier dernier, nous avons réuni le Comité ministériel du renseignement et de la sécurité, comme cela est formellement prévu dans les arrêtés royaux en question. Depuis lors, le groupe de travail s'est à nouveau réuni en date du 19 mars pour marquer son accord, afin que les annonces de recrutement pour les fonctions soient publiées sur les sites du Selor. Cette publication interviendra sous huitaine. Cela signifie que la procédure de sélection du Selor, exactement comme je l'avais annoncé lors de l'entrée en fonction du gouvernement, devra se terminer à la fin juin 2015. C'était le timing annoncé à plusieurs reprises.

Pour ce qui concerne le recrutement des huit autres agents qui doivent compléter le CCB, cela sera aussi une priorité et les procédures doivent intervenir le plus rapidement possible. Dans le cadre du contrôle budgétaire, comme je l'avais également annoncé, les moyens nécessaires devront être mobilisés pour permettre à ces recrutements de devenir opérationnels et effectifs.

Je rappelle que je suis déterminé à faire en sorte que les différents services fédéraux concernés par la question de la cybersécurité puissent pleinement assumer leurs responsabilités respectives. Je suis également en mesure de vous annoncer que, depuis plusieurs mois, les conseillers de ma cellule stratégique ont déjà démarré les différents travaux, démarches, concertations afin de préparer le terrain, de sorte que les futurs directeurs et directeurs-adjoints puissent être, le plus rapidement possible, opérationnels.

01.03 Éric Thiébaud (PS): Monsieur le premier ministre, je vous remercie.

Permettez-moi une petite remarque préalable. J'ai l'impression que vous avez tendance à oublier que votre parti siégeait dans le précédent gouvernement – que vous critiquez souvent. Je trouve cela surprenant.

Cela dit, les nouvelles sont plutôt rassurantes. Théoriquement, le directeur et le directeur adjoint prendront les rênes de l'organe au mois de juin et pourront ainsi lancer la procédure de recrutement des huit personnes. Néanmoins, ne trouvez-vous pas que c'est un peu léger quand on compare cette situation avec les initiatives prises dans d'autres pays? J'en parlais au demeurant dans ma question.

01.04 Charles Michel, premier ministre: Monsieur Thiébaud, je vous

01.02 Eerste minister Charles Michel: De vorige regering had twee jaar nodig om het centrum van de grond te krijgen. Wij hebben het koninklijk besluit al gepubliceerd en zijn gestart met de werving van personeel via Selor. De functieprofielen van de directie werden vastgesteld door de werkgroep beleidscoördinatie en geen enkel partijstudiecentrum werd met de selectie belast!

Na de vergadering van het ministerieel comité voor inlichting en veiligheid keurde de werkgroep het wervingsbericht goed, dat eerstdaags zal worden gepubliceerd. De selectieprocedure van Selor zal eind juni worden afgerond, zoals bij het aantreden van de regering werd aangekondigd.

De indienstneming van de acht andere personeelsleden is prioritair. De nodige middelen daartoe zullen worden uitgetrokken in het kader van de begrotingscontrole.

Ik zal alles in het werk stellen om ervoor te zorgen dat alle federale diensten die actief zijn op het vlak van cyberveiligheid hun opdrachten kunnen uitvoeren. Mijn beleidscel effent al sinds enkele maanden het terrein om ervoor te zorgen dat de directie zo snel mogelijk aan de slag kan.

01.03 Éric Thiébaud (PS): Uw partij maakte deel uit van de vorige regering, waar u zo vaak kritiek op heeft.

In theorie nemen de directeur en de adjunct-directeur in juni de teugels in handen, en zij zullen de recruitmentprocedure opstarten. Maar is dat niet wat magertjes in vergelijking met de initiatieven in andere landen?

01.04 Eerste minister Charles

répondrai en deux temps.

D'abord, s'agissant du passé, je me contente d'informer le Parlement en évoquant la responsabilité de mon prédécesseur, qui était directement engagée en ce qui concerne la cybersécurité.

Michel: Ik zal mij ertoe beperken het Parlement de verantwoording van mijn voorganger in herinnering te brengen, die zeer betrokken was bij de cyberveiligheid.

01.05 **Éric Thiébaud** (PS): C'était une simple remarque ...

01.06 **Charles Michel**, premier ministre: Ne soyez pas susceptible à cet égard.

01.07 **Éric Thiébaud** (PS): Je ne le prends pas mal du tout.

01.08 **Charles Michel**, premier ministre: Ensuite, au risque de me répéter, ce centre va entreprendre un travail de stratégie et de coordination. Nous ne supprimons pas, de même que nous n'englobons pas des responsabilités qui incombent à d'autres départements. Voilà simplement notre choix, qui s'exprime au travers de l'arrêté royal délibéré par le précédent gouvernement.

01.08 Eerste minister **Charles Michel:** Het Centrum voor Cybersecurity België zal een strategie uitwerken en een coördinerende rol vervullen. Verantwoordelijkheden van andere departementen worden weggenomen noch ingepalmd.

01.09 **Éric Thiébaud** (PS): Monsieur le premier ministre, ces précisions ayant été apportées, je reviendrai certainement vers vous en juin.

01.09 **Éric Thiébaud** (PS): Ik zal u hierover in juni zeker opnieuw ondervragen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Interpellatie van mevrouw Barbara Pas tot de eerste minister over "de uitvoering van het Lambermontakkoord betreffende de defederalisering van delen van de ontwikkelingssamenwerking" (nr. 23)

02 Interpellation de Mme Barbara Pas au premier ministre sur "l'exécution de l'accord du Lambermont à propos de la défédéralisation de certaines parties de la coopération au développement" (n° 23)

02.01 **Barbara Pas** (VB): Mijnheer de premier, het Lambermontakkoord dateert al van 2001 en ik zou u twee artikelen in herinnering willen brengen.

02.01 **Barbara Pas** (VB): L'accord de Lambermont date également de 2001. L'article 6^{ter} de la loi spéciale de réformes institutionnelles stipule que les parties de la Coopération au Développement portant sur les compétences des communautés et régions seront transférées aux régions le 1^{er} janvier 2004. Un groupe de travail spécial aurait été créé pour dresser, avant le 31 décembre, la liste des parties à transférer. L'article 68^{quater} de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions règle le transfert des moyens financiers correspondants.

Ten eerste, in het artikel 6^{ter} van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen lees ik dat "onderdelen van de Ontwikkelingssamenwerking vanaf 1 januari 2004 overgeheveld worden, in zoverre zij betrekking hebben op de gemeenschaps- en gewestbevoegdheden. Een bijzondere werkgroep wordt opgericht die tot taak heeft om, in overleg met de sector en uiterlijk tegen 31 december 2002, een lijst voor te stellen van de aangelegenheden die betrekking hebben op de bevoegdheden van de Gemeenschappen en Gewesten inzake Ontwikkelingssamenwerking".

Ten tweede, samen met die bijzondere wet werd in de bijzondere financieringswet een artikel 68^{quater} ingevoegd. Dat artikel luidt: "Op basis van de overeenstemmende middelen, zoals voorzien in de begroting 2001, en volgens de verschillende verdeelsleutels, respectievelijk voor de Gemeenschappen en de Gewesten zoals die uit deze bijzondere wet kunnen worden afgeleid, worden de voor de overdracht van de bevoegdheden inzake Ontwikkelingssamenwerking noodzakelijke financiële middelen overgeheveld. De in artikel 6^{ter} van

Ces articles n'ont pas encore été exécutés. Pourtant, les autorités

de bijzondere wet van augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen, bedoelde werkgroep bereidt deze overheveling voor".

Beide artikelen staan nog altijd in respectievelijk de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen en in de bijzondere financieringswet. Tot op heden werd geen enkele uitvoering gegeven aan die aspecten van de vijfde staatshervorming. Het dossier is een beetje vergeten.

De Vlaamse administratie is het niet helemaal vergeten. Zij heeft in 2010 over allerhande onderwerpen fiches opgesteld. In de fiche van 30 augustus 2010 herhaalt zij het voorstel dat de afspraken van 2001 inzake defederalisering van Ontwikkelingssamenwerking dienen te worden gehonoreerd. Vlaanderen heeft bovendien reeds, met het kaderdecreet inzake Ontwikkelingssamenwerking, op 22 juni 2007 en ook op decretaal beleidsmatig vlak alle voorbereidingen op een defederalisering van bevoegdheden en middelen gedaan.

Het standpunt van de Vlaamse regering in de Octopusnota destijds was ook zonneklaar: "De Vlaamse regering is van oordeel dat ook de eerder gemaakte afspraken moeten worden gehonoreerd. Wij blijven bij ons standpunt dat Ontwikkelingssamenwerking en de overeenstemmende middelen moeten worden overgedragen. Ontwikkelingssamenwerking heeft betrekking op domeinen die hoofdzakelijk bij Gemeenschappen en Gewesten berusten, de deelgebieden dienen in te staan voor de bepaling en de uitvoering van het beleid".

Mijnheer de eerste minister, de meerderheid heeft er zich in het regeerakkoord duidelijk toe verbonden uitvoering te geven aan de zesde staatshervorming. Zult u ook werk maken van aspecten uit voorgaande staatshervormingen die nog niet uitgevoerd zijn, zoals in concreto de overheveling van delen van Ontwikkelingssamenwerking en vooral de daarbij horende middelen, want dat is met de begrotingscontrole in het vooruitzicht ook geen evidente discussie?

Neemt u initiatief om die twee onderdelen ten uitvoer te brengen? Zo ja, wat mogen wij concreet verwachten en wat is de timing?

02.02 Eerste minister **Charles Michel**: Mevrouw Pas, wij hebben reeds zo veel werk.

De Lambermontakkoorden van 16 oktober 2003 en 20 januari 2001 voorzien in de overdracht van bepaalde bevoegdheden aan de Gemeenschappen en Gewesten. Zo werd de vijfde staatshervorming ingezet. De bevoegdheden overgedragen aan de Gewesten, zijn onder andere de gemeentewet en de provinciewet, de zeevisserij en de buitenlandse handel. Voorts werd de fiscale autonomie van de Gewesten aanzienlijk uitgebreid dankzij een herziening van de bijzondere financieringswet.

Het akkoord voorziet ook in de gedeeltelijke overdracht van de Ontwikkelingssamenwerking aan de Gemeenschappen en Gewesten vanaf 1 januari 2004, waarbij het andere gedeelte een federale bevoegdheid is gebleven, artikel 6ter van de bijzondere wet van 13 juli 2001.

flamandes ont élaboré le 30 août 2010 une fiche dans laquelle elles demandent la mise en œuvre de la régionalisation de la coopération au développement. Le décret-cadre du 22 juin 2007 relatif à la Coopération au Développement aborde également les préparations nécessaires à la régionalisation.

Ce gouvernement procédera-t-il au transfert de parties déterminées de la Coopération au Développement?

02.02 Eerste minister **Charles Michel**: Les accords du Lambermont ont effectivement régionalisé en partie la Coopération au Développement. Pour des raisons de pertinence et d'efficacité, ce volet des accords n'a pas été mis en œuvre comme prévu initialement par la loi spéciale du 13 juillet 2001. En effet, le contexte international dans lequel la Coopération belge au Développement est agissante a profondément changé. Après une série d'auditions à la Chambre et au Sénat sous la précédente législature et une évaluation de la

Wegens relevantie en efficiëntie werd het deel van het akkoord over de overdracht van bevoegdheden en middelen inzake Ontwikkelingssamenwerking echter niet uitgevoerd zoals de bijzondere wet van 13 juli 2001 het bepaalde.

Ondertussen is de internationale omgeving waarin de Belgische Ontwikkelingssamenwerking plaatsvindt, grondig veranderd. Om die reden werd in de vorige legislatuur, na verschillende hoorzittingen in de commissies respectievelijk voor de Buitenlandse Zaken van de Kamer en voor de Buitenlandse Betrekkingen van de Senaat en op basis van het verslag "Evaluatie van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking" van 14 juli 2008, de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking vervangen door de wet betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking van 19 maart 2013.

Het regeerakkoord voorziet niet in specifieke maatregelen daaromtrent, maar bevat wel een hoofdstuk over de Ontwikkelingssamenwerking. Dat hoofdstuk bepaalt de prioriteiten van de regering inzake Ontwikkelingssamenwerking. We ijveren ervoor ze uit te voeren.

Ik voeg hier nog aan toe dat een paar weken geleden het Overlegcomité de interministeriële commissie heeft opgericht. Ook in het interministeriële comité voor de Buitenlandse Zaken en voor de Ontwikkelingssamenwerking is er ruimte voor discussie en overleg met het oog op een coherent buitenlands beleid, inbegrepen het beleid inzake Ontwikkelingssamenwerking.

02.03 Barbara Pas (VB): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

U verwijst onder andere naar de nieuwe wet op de Ontwikkelingssamenwerking. Daarin wordt verklaard dat de juridische basis voor de subsidiëring op federaal niveau blijft, in afwachting van de voltooiing van de overheveling van de usurperende bevoegdheden. Ik besef dat het een heel complex gegeven is en dat u daar nog heel veel werk mee heeft. Dat neemt niet weg dat Vlaanderen ondertussen nog altijd vragende partij is.

Ik weet niet of u met uw collega's De Croo en De Crem al over de overheveling hebt gesproken, maar ik wil toch een motie van aanbeveling indienen om de regering ertoe aan te zetten werk te maken van de uitvoering van die artikelen. Ook al is er ondertussen een nieuwe staatshervorming gekomen, de artikelen voor de overheveling van die aspecten staan wel degelijk nog altijd in de wetgeving van vandaag. Die mag voor ons zeker worden uitgevoerd.

Moties **Motions**

De **voorzitter**: Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.
En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Barbara Pas en luidt als volgt:
"De Kamer,
gehoord de interpellatie van mevrouw Barbara Pas

loi du 25 mai 1999, celle-ci a été remplacée par une nouvelle loi relative à la Coopération belge au Développement du 19 mars 2013.

L'accord de gouvernement fixe les priorités du gouvernement pour la Coopération au Développement. Le Comité de concertation a institué une commission ministérielle voici quelques semaines. Le Comité Inter-ministériel des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement est un autre forum où la politique menée peut être abordée.

02.03 Barbara Pas (VB): La nouvelle loi sur la Coopération au Développement maintient le régime des subsides au niveau fédéral, en attendant la finalisation du transfert des compétences usurpées. Je me rends compte de la complexité de ce dossier. Cela étant dit, je souhaite inciter le gouvernement, par la voie de ma motion de recommandation, à réaliser ce transfert.

en het antwoord van de eerste minister,

- gelet op artikel 6ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;
 - gelet op artikel 68quater van de bijzondere financieringswet;
 - overwegende dat deze artikelen voorzien in de overheveling van onderdelen van de Ontwikkelingssamenwerking en de daarmee samenhangende middelen vanaf 1 januari 2004;
 - overwegende dat deze bepalingen nog altijd geen uitvoering hebben gekregen,
- vraagt de regering
onverwijld werk te maken van de uitvoering van deze artikelen."

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Barbara Pas et est libellée comme suit:

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Barbara Pas

et la réponse du premier ministre,

- vu l'article 6ter de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
 - vu l'article 68quater de la loi spéciale de financement;
 - considérant que ces articles prévoient le transfert de certaines parties de la Coopération au développement et des moyens y afférents à partir du 1^{er} janvier 2004;
 - considérant que ces dispositions n'ont toujours pas été mises en œuvre,
- demande au gouvernement
de s'atteler sans délai à l'exécution de ces articles."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heer Philippe Pivin.

Une motion pure et simple a été déposée par M. Philippe Pivin.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

Vraag nr. 2738 van mevrouw Jadin zal in de commissie voor de Financiën en de Begroting worden behandeld.

Aangezien de heer Gilkinet niet aanwezig is en geen omzetting of uitstel heeft gevraagd, wordt met toepassing van artikel 127, 10^e lid, van het Reglement zijn vraag nr. 2789 als ingetrokken beschouwd.

03 Vraag van mevrouw Barbara Pas aan de eerste minister over "de verplichting voor de leden van de koninklijke familie om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen" (nr. 2866)

03 Question de Mme Barbara Pas au premier ministre sur "l'obligation imposée aux membres de la famille royale de déposer une liste des mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine" (n° 2866)

03.01 Barbara Pas (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, voor de leden van het Parlement is dit geen nieuwe regeling. Op 1 januari 2005 traden een aantal wetten in werking betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen.

Sinds 1 januari 2005 werd aan tal van openbare mandatarissen, zoals leden van de Kamer, leden van het Parlement, hoge ambtenaren, leidinggevendenden van ministeriële kabinetten enzovoort, de verplichting opgelegd om periodiek twee documenten in te dienen bij het Rekenhof, namelijk de mandatenlijst en de vermogensaangifte.

De mandatenlijst wordt, na controle door het Rekenhof, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*. De onder gesloten omslag ingediende vermogensaangifte wordt ongeopend bewaard in een daartoe speciaal beveiligde opslagruimte, maar dat is een ander verhaal.

De voorbije jaren is er met grote regelmatigheid commotie ontstaan

03.01 Barbara Pas (VB): Plusieurs lois relatives à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions ainsi qu'une déclaration de patrimoine sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005. De nombreux mandataires publics se vu imposer l'obligation d'introduire périodiquement deux documents à ce sujet auprès de la Cour des comptes.

La liste des mandats est publiée au *Moniteur belge* après avoir été contrôlée par la Cour des comptes. La déclaration de patrimoine déposée sous

over de eigengereide handelwijze van wijlen koningin Fabiola met betrekking tot de fiscale constructies inzake haar vermogen en over de capriolen van prins Laurent, die al vaker leidden tot discussies over de dotaties aan leden van de koninklijke familie.

Mijnheer de eerste minister, ik heb de volgende, logische vragen.

Is het niet wenselijk dat er ook transparantie wordt gecreëerd op het vlak van bijkomende mandaten, ambten en beroepen van leden van de koninklijke familie en de daartegenover staande mogelijke inkomsten?

Het is volgens mij duidelijk geworden dat de bevolking dankbaar zou zijn voor klaarheid in de inkomsten en het vermogen van de leden van de koninklijke familie. Ondanks de zaken die al ten goede zijn veranderd, heerst daarover nog altijd onduidelijkheid, mede gevoed door vaak al te vage mededelingen van het Paleis zelf.

Mijnheer de premier, deelt u mijn mening dat in deze context de leden van de koninklijke familie die een dotatie krijgen, zouden moeten worden verplicht een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen?

Een logische vervolgvraag is of u, indien u het met mij eens bent, daartoe een initiatief zult nemen?

03.02 Eerste minister **Charles Michel**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Pas, de wet van 27 november 2013 die het systeem van de dotaties en de vergoedingen toegekend aan de leden van de koninklijke familie hervormt, heeft reeds gezorgd voor meer transparantie inzake de financiering van de koninklijke familie.

Ter herinnering, de grote lijnen van de hervorming bepalen het volgende.

Ten eerste, een vermindering van het aantal leden van de koninklijke familie die dotaties kunnen genieten.

Ten tweede, meer budgettaire transparantie aangaande de uitgaven die verband houden met de leden van de koninklijke familie, onder meer dankzij de splitsing van de dotatie in twee budgetten, zijnde de bezoldiging, die onderworpen is aan de inkomstenbelasting, enerzijds, en het budget toegekend voor de werkings- en personeelsuitgaven, anderzijds.

Ten derde, de controle door het Rekenhof van de wettigheid en de regelmatigheid van het gedeelte van de dotaties dat wordt besteed aan werking en personeel.

Ten vierde, de leden van de koninklijke familie die dotaties genieten, moeten aan het Rekenhof eveneens een jaarverslag bezorgen over hun activiteiten van algemeen belang, bijvoorbeeld een of meerdere onbezoldigde mandaten. Dat verslag wordt eveneens bezorgd aan de eerste minister, die het op zijn beurt bezorgt aan de Kamer.

Ten vijfde, er geldt een onverenigbaarheid van een dotatie met het ontvangen van een ander belastbaar inkomen uit een beroepswerkzaamheid, volgens artikel 6 van de wet van

enveloppe fermée est conservée sans être ouverte dans un lieu de stockage spécialement sécurisé à cet effet.

Ces dernières années, les initiatives créatives de feu la reine Fabiola et du prince Laurent ont régulièrement suscité un vif émoi qui a été à l'origine de discussions concernant les dotations à la famille royale.

Ne serait-il pas opportun d'instaurer également la transparence concernant les mandats, fonctions et professions complémentaires et les revenus y afférents de la famille royale? Le ministre prendra-t-il une initiative en ce sens?

03.02 **Charles Michel**, premier ministre: La loi du 27 novembre 2013, qui a réformé le système des dotations et des indemnités octroyées aux membres de la famille royale, a déjà augmenté la transparence en matière de financement de la famille royale.

La loi a réduit le nombre de membres de cette famille qui peuvent bénéficier d'une dotation. Celle-ci a de plus été scindée en une rémunération soumise à l'impôt sur les revenus, d'une part, et en des frais de fonctionnement et des dépenses de personnel, d'autre part. Cette dernière partie de la dotation est soumise au contrôle de la Cour des comptes. Conformément à la loi, les membres de la famille royale qui reçoivent une dotation doivent fournir à la Cour des comptes un rapport annuel sur leurs activités d'intérêt général, notamment leurs mandats non rémunérés. Ce rapport est communiqué au premier ministre, qui le transmet à la Chambre. Cette même loi prévoit aussi l'incompatibilité entre une dotation et tout autre revenu

november 2013. Met andere woorden, de leden van de koninklijke familie die een dotatie genieten, mogen hun dotatie niet cumuleren met andere bronnen van inkomsten, die bijvoorbeeld afkomstig zouden zijn uit een bezoldigde functie of mandaat.

Die wetgeving is relatief nieuw, vermits ze op 1 januari 2014 in werking is getreden. Ze werd met een ruime meerderheid goedgekeurd in het Parlement. Wijzigingen in de vermogensaangifte zijn immers altijd het resultaat van een parlementair initiatief.

Op dit moment is de regering van mening dat die maatregelen hun doel bereiken, dat wil zeggen, dat zij voor meer transparantie zorgen inzake de financiering van de koninklijke familie.

03.03 Barbara Pas (VB): Mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik ken alle maatregelen die u al hebt genomen. Ik heb er ook op gewezen dat er al stappen vooruit zijn gezet. In tegenstelling tot u ben ik niet van mening dat dit al voldoende is.

Ik meen dat er helemaal niets mis is met een publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, zoals dit nu reeds met de mandatenlijst gebeurt. Voor alle leden van de koninklijke familie die een dotatie ontvangen en die niets te verbergen hebben, is dit een reden te meer om aan de bevolking te tonen dat zij niets te verbergen hebben in allerhande fiscale constructies.

Ik wacht de effecten van uw maatregelen af, maar ik ben ervan overtuigd dat er nog extra maatregelen nodig zullen zijn.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

De **voorzitter**: Mevrouw Temmerman is niet aanwezig en heeft niet verwittigd, dus in toepassing van artikel 127, 10^e lid, van het Reglement wordt haar vraag nr. 2953 ingetrokken. Idem voor vraag nr. 3091 van de heer Nollet en vraag nr. 3243 van de heer Van Hees.

Vraag nr. 2990 van de heer Friart wordt omgezet in een schriftelijke vraag, evenals vraag nr. 3137 van mevrouw Jadin.

Vraag nr. 3165 van mevrouw Poncelet wordt verwezen naar de commissie voor de Infrastructuur.

imposable provenant d'une activité professionnelle.

La loi n'est entrée en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2014. Elle a été adoptée à une large majorité au Parlement. Pour l'heure, le gouvernement considère que ces mesures atteignent leur objectif.

03.03 Barbara Pas (VB): Je sais que le ministre a entrepris des démarches, mais je reste convaincue de la nécessité de mesures supplémentaires. Pourquoi ne pourrait-on pas prévoir la publication au *Moniteur belge*, comme pour la liste des mandats? Si les membres de la famille royale n'ont rien à cacher, qu'est-ce qui pourrait alors s'opposer à ce qu'ils le montrent à la population?

Le **président**: La question n° 2953 de Mme Temmerman est supprimée. La question n° 2990 de M. Friart est transformée en question écrite. La question n° 3091 de M. Nollet est supprimée. La question n° 3137 de Mme Jadin est transformée en question écrite. La question n° 3165 de Mme Poncelet est renvoyée à la commission de l'Infrastructure. Si M. Van Hees n'arrive pas à temps pour poser sa question n° 3243, nous devons la considérer également comme retirée.

04 Question de M. Emir Kir au premier ministre sur "la rencontre des maires des capitales et grandes villes européennes pour la COP 21" (n° 3317)

04 Vraag van de heer Emir Kir aan de eerste minister over "de bijeenkomst van de burgemeesters van Europese hoofdsteden en grootsteden ter voorbereiding op de COP 21" (nr. 3317)

04.01 Emir Kir (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, aujourd'hui et demain se tient sur l'initiative de la Ville de

04.01 Emir Kir (PS): Op dit moment zijn de burgemeesters

Paris une très grande rencontre des maires de différentes capitales et villes européennes en vue de préparer la 21^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 2015 - du 30 novembre au 11 décembre 2015.

En effet, ce sera l'une des plus grandes conférences internationales sur le climat jamais organisées. L'enjeu est majeur: contenir un dérèglement climatique qui menace nos sociétés et nos économies. La Conférence de Paris 2015 doit conduire à l'adoption d'un accord international qui posera le cadre d'une transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone.

À propos de cette réunion, Mme Hidalgo, la maire de la Ville de Paris déclarait: "Vingt-neuf villes ont d'ores et déjà répondu présentes et il leur sera proposé de prendre une initiative concrète en coordonnant des commandes publiques bas carbone, notamment dans le domaine des transports", mais aussi dans le bâtiment et les énergies. L'objectif est tout à fait clair: "faire levier pour inciter les industriels à développer des filières propres" par la commande publique.

À cette occasion, les villes appellent les États membres à transcrire, dans les meilleurs délais, la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux qui encourage la constitution de groupements de commandes publiques à géométrie variable entre municipalités européennes dans la perspective de développer des projets favorables à l'environnement.

Monsieur le premier ministre, sur la base de ces informations, pourriez-vous nous éclairer sur l'état des lieux et le *timing* des travaux quant à la transposition par la Belgique de cette directive?

04.02 Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, monsieur Kir, je vous remercie pour cette question.

Je vais être très précis dans ma réponse.

Nous avons effectivement établi un *timing* indicatif. Je commence par vous rappeler que les travaux au niveau de l'administration ont démarré au mois de juillet 2014 sur ce sujet. Le 1^{er} août, l'administration a rédigé l'avant-projet de loi. Ensuite, un avis a été sollicité auprès des organes consultatifs fédéraux. Les accords ont été demandés au ministre du Budget et à l'Inspection des Finances. Nous avons reçu, le 30 mars, les avis des organes consultatifs. Sur cette base, l'avant-projet de loi a été finalisé par l'administration et adressé à la cellule stratégique.

Notre démarche consiste à tenter d'approuver le projet en Conseil des ministres avant le 1^{er} mai. Il nous reste donc encore six semaines pour entériner ce document. Par la suite, le Conseil d'État sera sollicité. Cela nécessite une période de trente jours.

Nous avons l'espoir, en fonction de l'avis du Conseil d'État et des

van Europese steden in Parijs bijeen om de 21^e Conferentie van de partijen bij het raamverdrag van de Verenigde Naties inzake de klimaatverandering voor te bereiden, die in december zal worden gehouden. Op die conferentie moet een internationaal akkoord goedgekeurd worden dat het raamwerk zal vormen voor de overgang naar duurzame en CO₂-arme samenlevingen en economieën.

Mevrouw Hidalgo, de burgemeester van Parijs, heeft een initiatief aangekondigd inzake gezamenlijke overheidsaankopen door 29 steden teneinde industrie-ondernemingen ertoe aan te zetten schone productieprocessen te ontwikkelen. Die steden roepen de lidstaten ertoe op de Europese richtlijn 2014/25/EU zo snel mogelijk om te zetten in hun nationale wetgeving. In die richtlijn worden gegroepeerde overheidsaanbestedingen door Europese gemeenten en steden aangeemoedigd om milieuvriendelijke projecten te ontwikkelen.

Wat is de huidige stand van zaken met betrekking tot de omzetting van die richtlijn en welk tijdspad wordt er gevolgd?

04.02 Eerste minister Charles Michel: We hebben een indicatieve timing opgesteld. De administratie vatte haar werkzaamheden in juli 2014 aan en had op 1 augustus een voorontwerp van wet klaar.

Vervolgens werden de minister van Begroting en de Inspectie van financiën om hun fiat gevraagd. We wachten de adviezen van de raadgevende organen in op 30 maart. Dan wordt de laatste hand gelegd aan het voorontwerp van wet, dat aan de beleidscel zal worden overgezonden. Het is de bedoeling het ontwerp tegen 1 mei in de ministerraad goed te keuren. Vervolgens zal de Raad van State om advies worden gevraagd. In

remarques éventuelles qu'il nous adressera, de pouvoir déposer le texte au parlement avant le 21 juillet. C'est là, en tout cas, l'objectif de ma cellule stratégique.

functie van de eventuele opmerkingen van de Raad van State hopen wij de tekst nog vóór 21 juli bij het Parlement in te dienen.

04.03 Emir Kir (PS): Monsieur le premier ministre, je vous remercie pour votre réponse complète.

04.03 Emir Kir (PS): U wil dit deze zomer dus in kalk en cement hebben.

Vous dites avoir reçu le rapport le 30 mars... Vous vouliez sûrement dire que vous alliez le recevoir à cette date. Il n'y a pas de souci.

En tout cas, je constate qu'un calendrier précis des travaux a été établi. Si je comprends bien, vous souhaitez atterrir pour cet été.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hees, ik zal zeer tolerant zijn en u uw vraag nr. 3243 toch laten stellen, hoewel ik aanvankelijk had beslist de vraag als ingetrokken te beschouwen.

05 Question de M. Marco Van Hees au premier ministre sur "l'ampleur du contrôle budgétaire suite aux chiffres du comité de monitoring" (n° 3243)

05 Vraag van de heer Marco Van Hees aan de eerste minister over "de omvang van de begrotingscontrole ingevolge de cijfers van het monitoringcomité" (nr. 3243)

05.01 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, le comité de monitoring a livré ses chiffres. On sait que l'ajustement budgétaire sera important: 1,2 milliard, plus les éventuelles demandes des départements.

05.01 Marco Van Hees (PTB-GO!): De begrotingsaanpassing zal niet min zijn: 1,2 miljard euro, zonder rekening te houden met de eventuele verzoeken van de departementen. Om dat bedrag bijeen te brengen stelt de MR voor de uitgaven verder terug te schroeven. De heer Eric Van Rompuy is van oordeel dat we al zeer ver zijn gegaan in het besparen op allerlei uitgaven (sociale zekerheid, werkloosheidsuitkeringen, gezondheidszorg, enz.). Nog meer besparen lijkt een onmogelijke zaak.

Au PTB, nous pensons qu'il ne faut pas lever de nouvelles taxes pour la population; je pense que vous ne le voulez pas non plus. Nous vous proposons une solution assez simple finalement: un impôt sur les grandes fortunes.

De PVDA vindt dat er geen nieuwe taksen mogen komen. Wij stellen een vermogensbelasting voor. De heer Coene, die tot voor kort gouverneur van de Nationale Bank was, acht dat uit een technisch oogpunt haalbaar.

Je ne sais pas si vous allez reconnaître l'auteur de ma seconde citation: "Je n'ai aucune difficulté à dire que les personnes qui ont plus de moyens contribuent plus par l'impôt, mais pas par des mesures inefficaces qui n'ont d'autre intérêt que de se faire applaudir triomphalement dans une assemblée du PTB."

05.02 Charles Michel, premier ministre: Excellente déclaration.

05.03 Marco Van Hees (PTB-GO!): Excellente déclaration. Vous reconnaissez votre plume, monsieur le premier ministre. Simplement,

05.03 Marco Van Hees (PTB-GO!): Wat houdt er u nog tegen,

c'est un peu facile de venir avec un argument technique pour évacuer cette question de l'impôt sur les grands patrimoines. Luc Coene, qui était jusqu'il y a peu gouverneur de la Banque nationale, dit que d'un point de vue technique, c'est parfaitement faisable. Qu'est-ce qui vous retient, monsieur le premier ministre? Allez-y, libérez-vous, taxez les grandes fortunes! Ne pensez-vous pas que c'est une bonne idée?

05.04 Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, j'avais préparé une réponse, mais je ne sais pas si je vais la lire!

Monsieur le député, je vous remercie pour votre passionnante question. Il est vrai que je rêve de me faire applaudir dans les assemblées générales du PTB, mais peut-être dans une autre vie!

05.05 Marco Van Hees (PTB-GO!): Luc Coene pourrait s'y faire applaudir!

05.06 Charles Michel, premier ministre: Plus sérieusement, nous sommes confrontés à un ajustement budgétaire qui porte, selon le rapport du comité de monitoring, sur un montant de 1,2 milliard d'euros. Nous attendons dans les prochains jours un rapport complémentaire du Conseil supérieur des Finances.

Ensuite, très classiquement, nous avons entamé le travail technique avec les groupes d'experts pour analyser les dépenses et les recettes et voir de quelle manière nous pourrions conclure un accord budgétaire. Je n'ai pas l'intention de révéler ici et maintenant quelles sont les orientations. Des décisions seront prises en Conseil des ministres. Dans la foulée, nous serons disponibles pour venir expliquer nos décisions au Parlement.

En tout cas, je confirme être convaincu que, pour apporter des solutions sur le terrain budgétaire, nous devons nous y atteler en conservant l'obsession de prendre des mesures aussi favorables que possible au développement de l'activité économique et à la création d'emplois. C'est la meilleure manière de financer dans la durée notre protection sociale.

Contrairement à vous, j'estime que, lorsqu'on veut s'acharner sur celles et ceux qui créent de la valeur et des emplois, on met en réalité à mal la solidarité et la protection sociale.

05.07 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le premier ministre, je pense que vous vous trompez.

Tout d'abord, je vous signale qu'un sondage supplémentaire indique qu'une grande majorité de la population défend l'impôt sur la fortune par rapport à d'autres pistes, comme les réductions de dépenses ou l'augmentation de la TVA.

Vous évoquez le développement économique. Mais qu'est-ce qui l'empêche? Le déficit aujourd'hui le démontre bien: c'est votre politique d'austérité qui crée ce trou dans le budget! Forcément, la

mijnheer de eerste minister? Doe het, wees vrij, voer een vermogensbelasting in!

05.04 Eerste minister Charles Michel: Het is waar dat het mijn droom is op de vergaderingen van de PTB te worden toegejuicht, maar misschien dan wel in een ander leven!

05.05 Marco Van Hees (PTB-GO!): Luc Coene zou daar op veel bijval kunnen rekenen!

05.06 Eerste minister Charles Michel: Volgens het verslag van het monitoringcomité heeft de begrotingsaanpassing betrekking op 1,2 miljard euro. We wachten op een aanvullend verslag van de Hoge Raad van Financiën.

We houden de uitgaven en ontvangsten tegen het licht. In de ministerraad zullen we knopen doorhakken en we zullen te uwer beschikking staan om onze beslissingen in het Parlement te komen toelichten.

De budgettaire maatregelen moeten de ontwikkeling van de economische activiteit zoveel mogelijk stimuleren. Dat is de beste manier om op langere termijn onze sociale bescherming te financieren. Indien men echter voortdurend het vizier richt op degenen die waarde en jobs creëren, ondermijnt men de solidariteit en de sociale bescherming.

05.07 Marco Van Hees (PTB-GO!): U vergist zich! Een recente peiling wijst uit dat een meerderheid van de bevolking een vermogensbelasting verkiest boven andere maatregelen.

Wie of wat houdt de economische vooruitgang tegen? Uw besparingsbeleid slaat een gat in de begroting! De bevolking heeft

population n'a pas de quoi consommer, puisque vous restreignez ses revenus sans cesse. Si vous allez chercher dans cette mauvaise grasse que sont les fortunes accumulées, si vous allez chercher chez des gens qui n'investissent pas et qui thésaurisent cette fortune, vous pourrez avoir un développement économique bien plus efficace!

geen geld om te consumeren, omdat u haar inkomsten beperkt, in plaats van het geld te gaan halen bij diegenen die het alleen maar oppotten. Als u dat nu eens zou doen, dat zou de economische ontwikkeling echt ten goede komen!

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw aanwezigheid en de leden voor hun interessante inbreng.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.40 uur.

La réunion publique de commission est levée à 16.40 heures.